



> [Hebdo n° 1214](#) > [Asie](#) > [Thaïlande](#)

THAÏLANDE • Le sort du pays échappe aux électeurs

Les opposants au Premier ministre ont réussi à faire dérailler le scrutin législatif anticipé. Ce sont désormais les juges et les hauts fonctionnaires qui entrent en scène.

[Asia Sentinel](#)

6 février 2014 |



“Donne-nous le volant aussi !” Dessin de Heng paru dans Lianhe Zaobao, Singapour.

En produisant un minimum de violence mais un maximum de confusion pendant les élections anticipées du 2 février, les opposants au gouvernement ont réussi à perturber juste assez le scrutin pour éviter une issue concluante. Dans son éditorial du 3 février, le *Bangkok Post* a parlé d'une défaite pour les deux camps.

Les résultats ne seront pas connus avant des semaines, voire des mois, mais il est improbable qu'un nouveau Parlement puisse être convoqué alors que, dans 438 des 6 671 bureaux de vote et plusieurs circonscriptions du Sud, les manifestants ont empêché les électeurs de se rendre aux urnes.

Yingluck Shinawatra, Premier ministre, sort de ce scrutin affaibli et vulnérable à la stratégie de fin de règne de ses opposants, qui utilisent les rouages de l'Etat et les tribunaux pour faire tomber son gouvernement, voire mettre un terme à la démocratie pour une période indéterminée.

Même si son parti, le Pheu Thai, et elle-même restent populaires, Yingluck Shinawatra n'a pas assez d'autorité sur l'armée pour imposer sa volonté. Et si elle tentait d'utiliser ses alliés au sein de la police pour faire évacuer les rues, occupées illégalement par les manifestants grâce aux dispositions de l'état d'urgence instauré le 21 janvier, elle pourrait provoquer une réaction militaire. Le pays est donc dans l'impasse.

Désordres. Le Parti démocrate et ses soutiens – les milieux d'affaires et les monarchistes –, qui ont boycotté les élections et orchestré les manifestations qui agitent Bangkok depuis plusieurs mois, semblent avoir perdu tout espoir de battre les forces de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra par la voie électorale. [Le Parti démocrate n'a pas remporté de majorité parlementaire depuis vingt ans.] Ils ont donc fait en sorte que les élections n'aient pas de résultats significatifs tout en créant le plus de désordres possible. C'est par son arrogance que Thaksin Shinawatra, renversé par un coup d'Etat en 2006, a engendré la crise qu'espéraient ses opposants. A la fin de 2013, l'ancien chef de gouvernement et ses alliés du Pheu Thai ont présenté un projet de loi d'amnistie visant à effacer des milliers de condamnations pour corruption, dont celles de Thaksin lui-même, ce qui lui aurait permis de rentrer de Dubaï, où il s'est exilé [il a fui en 2008 le royaume pour échapper à une condamnation qu'il estime injuste].

Quand ce projet de loi insensé a été adopté au Parlement, la réaction d'indignation du public a été immédiate et sincère. Le Premier ministre a retiré le texte, mais le mal était fait et les démocrates avaient l'occasion qu'ils attendaient pour porter la crise dans la rue. Yingluck Shinawatra a fait leur jeu en appelant à la dissolution du Parlement le 9 décembre et en sollicitant un nouveau mandat par des élections anticipées. Les manifestations, financées par des dons massifs de grandes entreprises de Bangkok et bénéficiant à la fois du soutien populaire des classes moyennes et des démonstrations de force des casseurs, ont créé un malaise, perturbé l'économie et permis aux vagues appels à la réforme lancés par Suthep Thaugsuban [meneur des manifestations et ancien dirigeant démocrate] de paraître raisonnables.

Les violences commises ces dernières semaines ont fait 10 morts et des centaines de blessés et généré un sentiment de catastrophe imminente.

A présent, les démocrates peuvent utiliser leur contrôle des rouages de l'Etat pour finir le travail. Dans le cadre d'une procédure de destitution, la Commission nationale anticorruption a déjà lancé une enquête pour déterminer le rôle joué par Yingluck Shinawatra dans le programme de soutien du cours du riz, qui a eu un effet dévastateur sur les finances du pays et exaspéré les riziculteurs qui n'ont pas reçu l'aide promise. [Le gouvernement s'est engagé à payer la récolte des riziculteurs 50 % au-dessus du cours du marché. Aujourd'hui à court d'argent, il ne peut plus honorer sa promesse.]

D'autres affaires portées devant la Cour constitutionnelle par le Comité populaire pour la réforme démocratique (CPRD, formation de Suthep Thaugsuban) visent à invalider les élections du 2 février. Dans les jours qui ont précédé le scrutin, la Commission électorale a elle-même semblé plus proche des démocrates que du gouvernement.

Selon certaines sources, Thaksin s'attendrait à ce que sa sœur perde prochainement son poste. Si elle était inculpée, il aiderait son vieil allié Surapong Tovichakchaikul, actuel ministre des Affaires étrangères, à prendre la tête du parti.

Impasse. Il existe au moins deux nouveaux groupes prétendument neutres qui proposent une série de réformes en vue de sortir de la crise, mais il reste à savoir s'ils vont recueillir une large adhésion. Sans compter le rôle obscur joué par la monarchie. Voilà déjà un certain temps qu'on dit le roi gravement malade et qu'une succession pourrait intervenir à brève échéance. Un nouveau monarque sera inévitablement faible en temps de crise et, selon bon nombre d'analystes, le pouvoir en place à Bangkok redoute de voir Thaksin et ses forces prendre le contrôle du pays durant cette période cruciale.

Quel moyen reste-t-il pour désamorcer la crise ? Dans le nord et le nord-est du pays, les chemises rouges, hostiles au statu quo, seraient prêts à résister à toute tentative de coup d'Etat. Si des violences massives ont pu être évitées jusqu'ici, le pays reste dans une situation critique. Soutenues par les forces de Thaksin, les chemises rouges l'emporteraient largement sur tous les casseurs que Suthep Thaugsuban pourrait rassembler, et la perspective de batailles rangées contre l'armée n'est pas à exclure.

Par ailleurs, même si les hauts fonctionnaires se décident assez vite à pousser Yingluck vers la sortie, cela ne permettra pas pour autant de doter le pays d'un gouvernement ni de dégager un consensus sur une sortie de crise. —

Publié le 3 février 2014 dans *Asia Sentinel* Hong Kong

Asia Sentinel

6 février 2014 |



© Courrier international 2014 | Fréquentation certifiée par l'OJD | ISSN de la publication électronique : 1768-3076